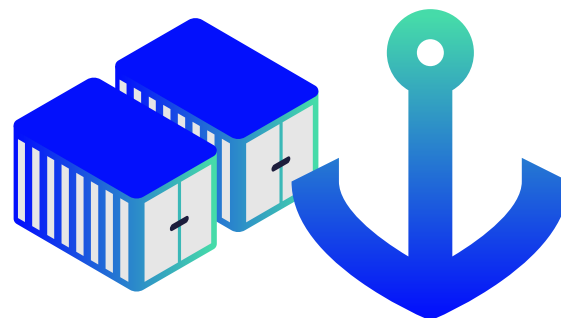
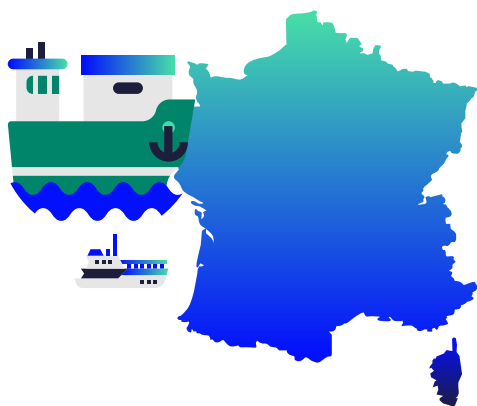




LES PORTS FRANÇAIS : DES ACTIFS STRATÉGIQUES AU SERVICE DU COMMERCE EXTÉRIEUR ET DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DES TERRITOIRES



L'EMPREINTE ÉCONOMIQUE DU SYSTÈME PORTUAIRE

- La valeur ajoutée totale associée au système portuaire français dépasse les **15 Mds €**, dont 13 Mds € associés aux **3 principales portes d'entrée** Le Havre-Rouen-Paris (HAROPA), Marseille et Dunkerque
- **1 000 conteneurs** induisent **1** emploi portuaire, **6** pour la distribution de la marchandise, **3 à 4** emplois en transport

LES ATOUTS DE LA FRANCE

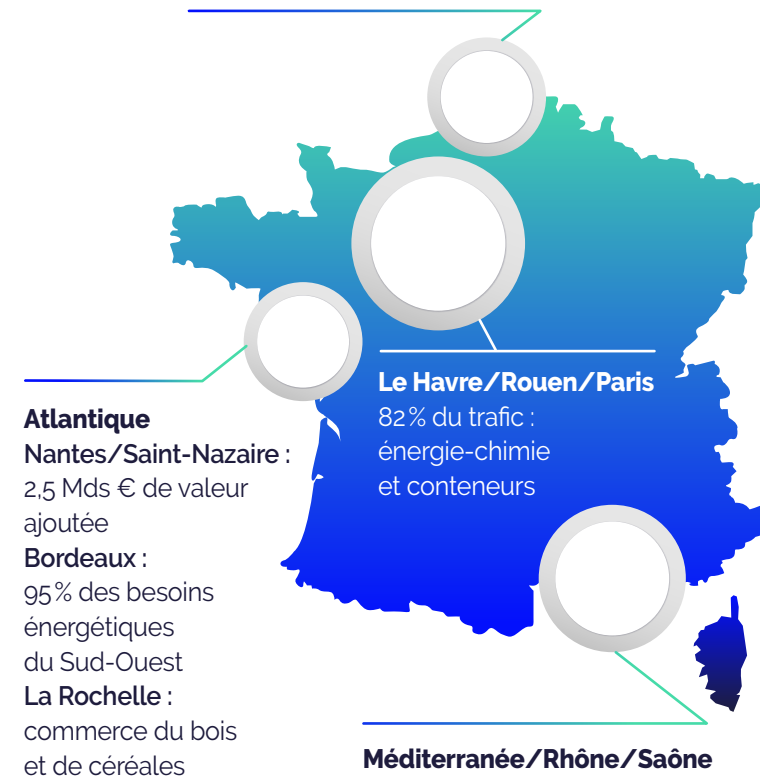
2^e domaine maritime au monde

3 façades maritimes métropolitaines et un accès à tous les océans grâce à l'outre-mer

Un réseau de **66** ports de commerce, dont **11** grands ports maritimes (GPM) relevant de l'État

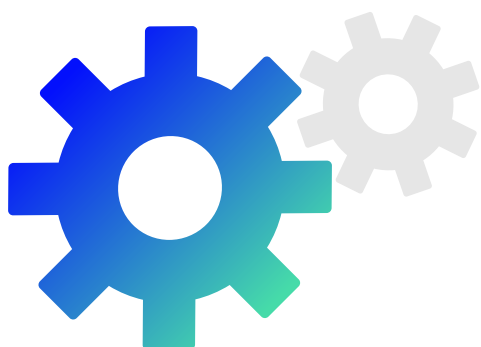
90 % des échanges mondiaux se font par voie maritime

Dunkerque/Boulogne/Calais
20% des flux portuaires français





LES PORTS FRANÇAIS : DES RÉSULTATS DÉCEVANTS ET FRAGILES. POURQUOI EN SOMMES-NOUS LÀ ?



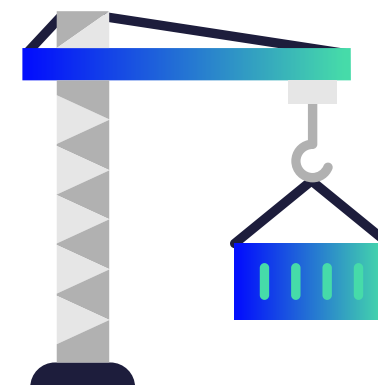
MANQUE DE COMPÉTITIVITÉ ET ABSENCE DE VISION STRATÉGIQUE

- **40 % des conteneurs à destination de la France métropolitaine** passent par des ports étrangers et la part de marchés des GPM sur le segment des conteneurs en Europe s'élève à seulement 6,5%
- **Des coûts de passage portuaire encore supérieurs** aux pays voisins (droits de ports, services portuaires)
- **Des réformes conduites à un coût élevé**
- Une **concurrence entre ports français**, alors que **la nouvelle stratégie nationale portuaire**, annoncée en novembre 2017, **n'a toujours pas vu le jour**



UN SOUS-INVESTISSEMENT CHRONIQUE DANS LA DESSERTE ET LES INFRASTRUCTURES PORTUAIRES

- Les investissements dans le domaine portuaire représentent moins de **3 % des dépenses de l'État dans les infrastructures de transports**
- Plus de **80 %** des pré- et post-acheminements portuaires reposent sur le **mode routier**
- L'« **aide à la pince** » française est bien inférieure à celle versée par les pays voisins



UNE PRESSION CROISSANTE SUR LES PORTS FACE AUX MUTATIONS DU TRANSPORT MARITIME

- **Augmentation de la taille des navires**, dont la capacité peut dépasser 22 000 équivalent vingt pieds (EVP)
- **Multiplication par 17** du trafic de conteneurs entre 1980 et 2015
- **Concentration des armateurs sur le trafic de conteneurs** (3 grandes alliances maritimes assurent 80 % du transport de conteneurs et 95 % des échanges Est-Ouest)
- **Des exigences environnementales** avec l'objectif de réduire le volume d'émission de gaz à effet de serre du transport maritime international de 50 % d'ici 2050



RENFORCER DURABLEMENT LA COMPÉTITIVITÉ DES PORTS FRANÇAIS

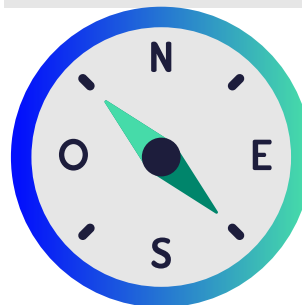
10 PROPOSITIONS CONCRÈTES DÉCLINÉES EN 3 AXES

Des évolutions nécessaires à court terme. La mission d'information formule 4 recommandations pour :

- **retisser** les liens entre ports et territoires
- **disposer** d'une image fidèle de l'empreinte économique de nos ports
- **structurer** un réseau de correspondants au sein de l'Union européenne
- **construire** une stratégie nationale portuaire pour 20 ans avec des objectifs précis et créer un « conseil national portuaire et logistique » (CNPL)

1. CLARIFIER LE PILOTAGE STRATÉGIQUE ET AMÉLIORER LA GOUVERNANCE DES GPM

- **Renforcer le pilotage des GPM** par la performance et définir une politique de dividendes prévisible
- **Territorialiser la gouvernance des grands ports maritimes** en associant davantage les acteurs économiques et les collectivités territoriales



2. RENFORCER LE MODÈLE ÉCONOMIQUE DE NOS PORTS

- **Mettre en œuvre un plan de relance portuaire** de 150 M € par an sur 5 ans financé par l'État
- **Massifier la desserte des places portuaires** en investissant 5 Mds € sur 10 ans et en triplant le montant de l'aide à la pince
- **Fixer un cap clair** pour mieux réguler les services portuaires
- **Poursuivre le renforcement de l'image de fiabilité** des ports français par le dialogue social
- **Traiter dès 2021 la question de la fiscalité foncière** et des charges non commerciales



3. ANTICIPER LES DÉFIS À VENIR

- **Clarifier la politique tarifaire des GPM** et renforcer leurs recettes domaniales
- **Accompagner les ports dans la transition écologique et numérique**
- **S'organiser à l'échelle nationale et européenne** en réponse aux « nouvelles routes de la soie » chinoises

